

Questions orales

Les meilleurs prétextes au monde ne suffiront pas à masquer le fait que le premier ministre et son gouvernement s'accrochent désespérément au pouvoir en cette cinquième année de leur mandat.

Le Canada a le taux de chômage le plus élevé dans l'ensemble du monde industrialisé. La proportion de Canadiens sans travail est plus forte maintenant que jamais auparavant dans nos 125 ans d'histoire. Les banques d'alimentation sont débordées.

Si les conservateurs ont fait du si bon travail sur le plan économique, comment se fait-il que la situation soit aussi horrible sur le marché du travail?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, il est curieux que la députée s'amuse à dénigrer le Canada quand les Nations Unies affirment qu'il est le meilleur endroit au monde où l'on puisse vivre.

La députée fait état de notre taux de chômage élevé; il est vrai qu'il est trop élevé. Nous prenons des mesures pour le réduire. Mais je rappellerais à la députée les 12 252 000 Canadiens qui ont du travail et les 1,8 million qui travaillent à leur propre compte. Ça aussi, c'est un record.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Madame la Présidente, je ne dénigre pas le Canada. Je crois en notre pays. Je pense simplement qu'un nouveau gouvernement pourrait lui donner un nouveau souffle.

[Français]

On sait qu'il y a déjà plus d'un million d'enfants qui sont à la file dans le but d'avoir de la nourriture et des vêtements pendant la période de Noël. On sait que les chômeuses et les chômeurs canadiens sont traités d'une manière sauvage par ce gouvernement.

Si les politiques de votre gouvernement sont si bonnes, pourquoi n'êtes-vous pas prêts à déclencher immédiatement des élections afin de connaître si vous aurez l'appui de la population.

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, la députée n'aura pas à s'inquiéter; elle aura la chance de consulter la population.

Nous avons eu les mêmes invitations avant les élections de 1988, et beaucoup de députés d'en face ont regretté de nous avoir harcelés pour que nous déclenchions des élections parce que, une fois le verdict rendu, ils se sont retrouvés de l'autre côté et nous nous sommes retrouvés de ce côté-ci.

Il y a des difficultés. C'est vrai. Le ralentissement économique a touché tous les Canadiens.

Je veux simplement rappeler à la députée que, entre 1984-1985 et 1991-1992, les dépenses fédérales au chapitre des programmes sociaux—qui visent à répondre à certains des problèmes que la députée a mentionnés—sont passées de 44,6 milliards de dollars à 66,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 5,9 p. 100 par année. Il ne faut pas oublier que, durant cette même période, le taux de croissance moyen des dépenses de programmes a été d'environ 4 p. 100 par année.

Pour ce qui est des Canadiens à faible revenu, la proportion est passée de 18,1 p. 100 en 1984 à 14,6 p. 100 en 1990. Elle s'est accrue un peu en 1991, atteignant 16 p. 100, mais cette hausse est attribuable au ralentissement économique. Cependant, les conditions sont meilleures aujourd'hui qu'elles ne l'étaient lorsque nous avons accédé au pouvoir en 1984.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Madame la Présidente, ce matin, des jeunes sans-abri sont forcés de coucher dans des tentes devant les édifices du Parlement, au beau milieu d'une tempête de neige. Je sais que cela fait rire certains députés qu'il y ait des sans-abri dans notre pays et que certaines personnes trouvent cela très drôle. Il y a aussi des jeunes enfants qui font la file devant les banques d'alimentation parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens de se nourrir. Oui, on se souviendra de l'année 1992 comme étant celle où le gouvernement aura affiché le pire bilan depuis 1981, année où les libéraux étaient au pouvoir.

À cette époque, un million de Canadiens étaient sans emploi; aujourd'hui, nous comptons 1,6 million de chômeurs. Notre pays était déjà très endetté à ce moment-là et il l'est encore plus aujourd'hui.

Le ministre des Finances admettra-t-il que les anciennes méthodes se sont avérées désastreuses et profitera-t-il des six prochaines semaines pour repenser sa politique et revenir à la Chambre avec une nouvelle initiative afin de redonner des emplois aux Canadiens?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, le député veut que le gouvernement fasse l'autruche et ne tienne pas compte des réalités économiques en Amérique du Nord et dans le monde entier. Nous traversons une période difficile sur le plan économique à cause d'un ralentissement à l'échelle mondiale.

En fait, nous projetons un taux de croissance de 2,5 p. 100 en 1993, alors que le taux de croissance prévu pour l'ensemble de la Communauté économique européenne est de 1 p. 100. Le taux de croissance mondial est également de 1 p. 100. Le Canada a subi les conséquences de ce ralentissement.